

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1994/L.100
4 mars 1994

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquantième session
Point 12 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, OU QUE CE SOIT DANS LE MONDE, EN PARTICULIER
DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

Burundi*, Gabon, Guinée-Bissau, Haïti*, Maurice, Mauritanie,
Rwanda*, Swaziland* et Zaïre* : projet de résolution

La Commission des droits de l'homme,

Guidée par les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, la
Déclaration universelle des droits de l'homme et les Pactes internationaux
relatifs aux droits de l'homme,

Réaffirmant sa totale détermination à l'égard du respect des principes de
l'Etat de droit qui implique la démocratie, l'unité nationale, le pluralisme,
le respect des libertés et des droits fondamentaux de la personne,

* Conformément au paragraphe 3 de l'article 69 du règlement intérieur
des commissions techniques du Conseil économique et social.

Profondément préoccupée par la multiplication des actes de violence interethniques depuis la tentative de coup d'Etat du 21 octobre 1993, entraînant des pertes en vies humaines et des violations des droits de l'homme au Burundi,

Préoccupée par l'exode massif de Burundais qui fuient leur pays pour se réfugier dans les pays voisins, ce qui augmente le nombre des personnes déplacées dans ces pays d'accueil,

Particulièrement convaincue que la consolidation des acquis démocratiques contribue à créer un environnement favorable au règlement durable des tensions ethniques qui ont ensanglanté le pays ces trente dernières années, d'une part, et permet à chaque Burundais de participer au développement économique et social de son pays, d'autre part,

1. Condamne énergiquement l'interruption brutale et violente du processus démocratique amorcé au Burundi et exige la cessation immédiate des actes de violence et de coercition militaire;

2. Invite la communauté internationale à apporter un soutien politique, diplomatique, matériel et financier pour faire cesser les massacres, pour aider le Gouvernement burundais à trouver une solution durable aux tensions ethniques et pour créer des conditions favorables au retour des réfugiés;

3. Sait gré aux Etats qui ont donné refuge dans leurs locaux diplomatiques aux membres du Gouvernement burundais et les remercie de l'assistance technique qu'ils ont fournie pour assurer la sécurité de ces derniers;

4. Note avec satisfaction que le Secrétaire général a réagi immédiatement à cette situation en dépêchant sur place un envoyé spécial chargé d'une mission de bons offices afin de faciliter le rétablissement du régime constitutionnel dans ce pays;

5. Accueille favorablement la désignation par le Secrétaire général d'un représentant spécial pour le Burundi et l'envoi au Burundi, en appui de l'action du représentant spécial, d'une petite équipe des Nations Unies qui est chargée d'établir les faits et d'apporter ses conseils afin de faciliter les efforts du Gouvernement burundais et de l'Organisation de l'unité africaine;

6. Se félicite des efforts déployés par l'Organisation de l'unité africaine et des initiatives diverses prises par les associations de défense

des droits de l'homme pour aider le Gouvernement burundais à rétablir les institutions démocratiques, restaurer la confiance et stabiliser la situation;

7. Encourage le Gouvernement burundais dans son action visant à faire participer toutes les composantes de la population à la gestion politique et administrative du pays;

8. Invite également les autorités burundaises à mener avec diligence une enquête sur le coup d'Etat du 21 octobre 1993, ainsi que sur les massacres interethniques et à traduire en justice les responsables de ces actes de violence;

9. Prie le Président de la Commission des droits de l'homme de désigner un expert indépendant de la Commission qui aura pour mandat d'établir un rapport sur la situation des droits de l'homme au Burundi en se fondant sur tous les renseignements qu'il estimera pertinents, en particulier les renseignements provenant de l'Organisation de l'unité africaine, afin de présenter un rapport à la Commission lors de sa cinquante et unième session et un rapport à l'Assemblée générale lors de sa quarante-neuvième session.

10. Invite les autorités burundaises à coopérer pleinement avec l'expert indépendant;

11. Prie le Secrétaire général de fournir toute assistance nécessaire à l'expert indépendant pour qu'il puisse s'acquitter de son mandat;

12. Prie également le Secrétaire général de fournir au Gouvernement burundais une assistance technique pour le renforcement des structures de promotion et de protection des droits de l'homme, notamment par l'intermédiaire du programme des services consultatifs du Centre pour les droits de l'homme en coopération étroite avec le représentant spécial du Secrétaire général pour le Burundi;

13. Décide d'examiner à sa cinquante et unième session la situation des droits de l'homme au Burundi au titre du point de l'ordre du jour intitulé "Question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales, où qu'elle se produise dans le monde, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants".
